

CHAPITRE 2. — *Disposition finale*

Art. 37. Le ministre flamand ayant l'e-government dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2019.

La Ministre-Présidente du Gouvernement flamand et Ministre flamande de l'Administration intérieure,
de l'Insertion civique, du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,
L. HOMANS

La Ministre flamande du Budget, des Finances, de l'Énergie, de la Culture, des Médias et de la Jeunesse,
L. PEETERS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, de la Politique étrangère, du Patrimoine immobilier et du Bien-Etre des animaux,
B. WEYTS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Économie, de l'Innovation et des Sports,
Ph. MUYTERS

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,
K. VAN DEN HEUVEL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203882]

27 MAI 2019. — Arrêté ministériel définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux

Les Ministres de l'Énergie et du Logement,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de Fonction publique, l'article 36bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, les articles 6 et 15, § 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'article 8, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2019;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2019;

Vu le rapport du 17 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 25 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le demandeur : la personne morale ou la personne physique inscrite au registre de la population ou au registre des étrangers, qui sollicite la réalisation d'un audit;

2° l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° le scénario de la situation initiale : la description de la situation existante le jour de la visite de l'auditeur, tenant compte des caractéristiques de l'enveloppe délimitant le volume protégé du logement ou du logement en devenir et des systèmes présents dans ledit logement;

4° le scénario de la situation existante modifiée : la description de la situation existante le jour de la visite de l'auditeur intégrant les projets de transformation envisagés par le demandeur à cette date, tenant compte des caractéristiques de l'enveloppe délimitant le volume protégé du logement ou du logement en devenir et des systèmes présents dans ledit logement;

5° le scénario de recommandations : la comparaison entre, d'une part, les résultats de l'analyse de la situation initiale, et le cas échéant de la situation existante modifiée, et, d'autre part, les résultats après recommandations;

6° le règlement n° 812/2013 : le Règlement délégué (UE) n°812/2013 de la Commission du 18 février 2013, complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des chauffe-eau, des ballons d'eau chaude et des produits combinés constitués d'un chauffe-eau et d'un dispositif solaire;

7° le règlement n° 813/2013 : le Règlement (UE) n°813/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes;

8° le règlement n° 814/2013 : le Règlement (UE) n°814/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude.

CHAPITRE II. — *Procédure de demande de réalisation d'un rapport de suivi de travaux par l'administration*

Art. 2. Pour l'application de l'article 6 de l'arrêté, le demandeur introduit une demande de réalisation d'un rapport de suivi de travaux auprès de l'administration.

Pour être complète, la demande est constituée :

- 1° du formulaire disponible auprès de l'administration et de ses annexes, dûment complétés;
- 2° des pièces et éléments justificatifs visés aux articles 3 à 13.

L'administration adresse au demandeur un accusé de réception dans les quinze jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}.

Dans les soixante jours suivant l'accusé de réception, l'administration invite le demandeur à fournir tout document nécessaire pour compléter la demande. Le demandeur dispose d'un délai de soixante jours à dater du courrier de l'administration pour fournir ces documents à l'administration.

Le défaut de transmission des documents demandés par l'administration dans le délai prescrit à l'alinéa 4 entraîne le rejet de la demande.

L'administration réalise le rapport de suivi dans les trente jours de la réception de l'ensemble des éléments nécessaires à l'établissement dudit rapport.

Le rapport de suivi est transmis par l'administration au demandeur dans les quinze jours à dater de son enregistrement sur la base de données.

CHAPITRE III. — *Pièces justificatives*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 3. Pour l'application de l'article 5, § 3, 3°, de l'arrêté, le demandeur transmet à l'administration ou à l'auditeur au minimum les pièces justificatives suivantes pour chaque travail économiseur d'énergie ou de rénovation réalisé :

- 1° une copie de l'ensemble des factures;
- 2° une annexe technique mise à disposition par l'administration complétée, datée et signée par l'entrepreneur ayant réalisé les travaux ou par l'architecte, l'ingénieur architecte ou le responsable PEB ayant assuré le suivi de la réalisation des travaux ou par l'auditeur;
- 3° à défaut de mise à disposition par l'administration d'une annexe technique visée au 2°, une déclaration sur l'honneur mise à disposition par l'administration dûment complétée, datée et signée par le demandeur;
- 4° une photo démontrant l'effectivité des travaux;
- 5° les documents techniques visés au présent chapitre en fonction des travaux réalisés.

L'annexe technique visée à l'alinéa 1^{er}, 2°, contient au minimum les informations suivantes :

- 1° les coordonnées de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux;
- 2° la localisation de l'immeuble dans lequel les travaux sont effectués;
- 3° le numéro et la date des factures relatives aux travaux.

Section 2. — Mise en conformité de l'installation électrique et de gaz

Art. 4. Afin de valider la mise en conformité de l'installation électrique, le demandeur transmet une copie du certificat de conformité délivré par l'organisme agréé, le cas échéant postérieurement à la réalisation des travaux de mise en conformité.

Afin de valider la mise en conformité de l'installation de gaz, le demandeur transmet une copie du certificat de conformité délivré soit par l'organisme agréé, soit par l'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA, le cas échéant postérieurement à la réalisation des travaux de mise en conformité.

L'entrepreneur disposant de l'habilitation gaz, label CERGA, valide la mise en conformité de l'installation de gaz uniquement lorsqu'il a réalisé lui-même les travaux.

Section 3. — Installation d'une pompe à chaleur

Art. 5. Afin de valider les travaux d'installation d'une pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire, pour le chauffage ou combinée, le demandeur transmet :

- 1° une note de calcul du système de prélèvement d'énergie reprenant les données visées au point 1 de l'annexe;
- 2° une copie du certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;
- 3° une copie de la déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration;
- 4° une copie de l'offre-type d'installations de pompes à chaleur publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur.

Art. 6. Afin de valider les travaux d'installation d'une pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire, le demandeur transmet :

- 1° pour les pompes à chaleur soumises aux règlements n° 812/2013 et n° 814/2013, une copie de l'étiquette énergétique de l'appareil installé, telle que définie par le règlement n° 812/2013;
- 2° pour les pompes à chaleur soumises uniquement au règlement n° 814/2013, une copie de la fiche technique telle que définie par le règlement n° 814/2013.

Art. 7. Afin de valider les travaux d'installation d'une pompe à chaleur pour le chauffage ou combinée, le demandeur transmet :

1° pour les pompes à chaleur soumises au règlement n° 813/2013, une photocopie de la fiche technique complète telle que définie par le règlement n° 813/2013;

2° pour les pompes à chaleur non soumises au règlement n° 813/2013, une copie du rapport de test réalisé soit selon la norme NBN EN 14511 en vigueur lors de la réalisation du test, soit selon la norme NBN EN 15879-1, par un laboratoire satisfaisant aux exigences générales prévues par la norme NBN EN ISO/IEC 17025 pour la réalisation d'essais sur les pompes à chaleur ou pour une autre application.

Section 4. — Installation d'un chauffe-eau solaire

Art. 8. Afin de valider les travaux d'installation d'un chauffe-eau solaire, le demandeur transmet :

1° la copie d'un certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2° une copie de la déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration;

3° une copie de l'offre-type d'installations solaires thermiques publiée sur le site internet de l'administration, complétée et signée par le demandeur et l'installateur.

Section 5. — Installation d'un système de ventilation

Art. 9. Afin de valider les travaux d'installation d'un système de ventilation, le demandeur transmet :

1° un rapport attestant de la conformité des débits de ventilation effectivement mis en œuvre et de leur conformité par rapport aux débits exigés à l'article 22, § 2, de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

2° un rapport de test du récupérateur de chaleur établi selon la norme NBN EN 308 complétée par l'annexe de G l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, le débit de chaque bouche de ventilation mécanique est mesuré et, le cas échéant, la capacité de chaque ouverture de ventilation naturelle est justifiée à l'aide de la documentation technique.

Section 6. — Augmentation des rendements des installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire

Art. 10. Afin de valider les travaux d'amélioration des systèmes de chauffage, le demandeur transmet les documents suivants en fonction des travaux réalisés :

1° tout document attestant des caractéristiques thermiques de l'isolant placé ainsi que de son épaisseur;

2° une photo ou une copie de l'étiquette énergétique telle que définie par le Règlement 812 ou une copie de la Fiche Technique telle que définie par le Règlement 814 du ballon d'eau chaude installé;

3° une note expliquant les éléments mis en œuvre pour veiller à limiter les températures de départ et de retour des circuits d'émission à la valeur la plus basse possible.

Art. 11. Afin de valider les travaux d'amélioration du système de production d'eau chaude sanitaire, le demandeur transmet les documents suivants :

1° tout document attestant des caractéristiques thermiques de l'isolant placé ainsi que de son épaisseur;

2° une photo ou une copie de l'étiquette énergétique telle que définie par le règlement n° 812/2013 ou une copie de la Fiche Technique telle que définie par le règlement n° 814/2013 du ballon d'eau chaude installé.

Section 7. — Installation d'une chaudière biomasse

Art. 12. Afin de valider les travaux d'installation d'une chaudière biomasse, le demandeur transmet :

1° une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 303-5 en vigueur lors de la réalisation du test;

2° une copie du certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

3° une copie de la déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration;

Section 8. — Installation d'un poêle biomasse local

Art. 13. Afin de valider les travaux d'installation d'un poêle biomasse local, le demandeur transmet :

1° une copie du rapport de test réalisé selon la norme NBN EN 14785, NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 12809 ou NBN EN 15250, déterminée selon le type de poêle, en vigueur lors de la réalisation du test;

2° une copie du certificat Qualiwall attestant que l'installateur est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

3° une copie de la déclaration de conformité de l'installation établie par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique, sur la base d'un modèle-type de l'administration.

CHAPITRE IV. — *Calcul des kilowattheures économisés*

Art. 14. Les gains énergétiques visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, et § 3, 3^o, de l'arrêté correspondent aux kilowattheures économisés entre le scénario de la situation initiale et le scénario de recommandations ou, en cas de modification du volume protégé, entre le scénario de la situation existante modifiée et le scénario de recommandations.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 5, 2^o à 4^o, et 12, 2^o et 3^o, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 13, 2^o et 3^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Namur, le 27 mai 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Annexe à l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux

Données devant figurer dans la note de calcul du système de prélèvement d'énergie des pompes à chaleur

1. Captation d'énergie dans l'eau

La captation d'énergie peut s'effectuer soit dans les eaux de surface (rivières, étangs, lacs,...), soit dans les eaux profondes (nappes phréatiques, puits,...), de manière « statique » ou « dynamique ».

La note de calcul du système de prélèvement d'énergie comprend notamment :

- dans le cas d'une captation « dynamique » (par pompage), le dimensionnement des éventuels échangeurs thermiques intermédiaires, les débits de fluides, les deltas de température, la puissance des auxiliaires,...
- dans le cas d'une captation « statique » (par échangeur noyé), le dimensionnement de l'échangeur de l'éventuel bassin artificiel ou de la source naturelle,...

2. Captation d'énergie dans le sol

La captation d'énergie peut s'effectuer soit par un évaporateur enfoui, soit par un échangeur thermique à eau glycolée enfoui dans le sol.

La note de calcul du système de prélèvement d'énergie comprend notamment :

- dans le cas de l'utilisation d'un fluide intermédiaire tel que l'eau glycolée, le dimensionnement soit de l'échangeur thermique placé horizontalement, soit de la ou des sondes verticales ainsi que le débit du fluide secondaire et la puissance des auxiliaires;
- dans le cas d'un évaporateur enfoui horizontal ou vertical, le dimensionnement de ce dernier.

3. Captation d'énergie dans l'air extérieur

La captation d'énergie peut s'effectuer sur l'air extérieur de manière « statique » ou « dynamique ».

Dans le cas d'une captation statique, lorsqu'un fluide secondaire est utilisé, la note de calcul du système de prélèvement d'énergie comprend notamment son débit et la puissance des auxiliaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux.

Namur, le 27 mai 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203882]

27. MAI 2019 — Ministerieller Erlass zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten

Die Minister für Energie und für Wohnungswesen,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionale Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 36bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung, Artikel 6 und 15, § 4, Absatz 3;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung, Artikel 8 § 2;

Aufgrund der am 25. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. Mai 2019;

Aufgrund des am 25. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Beschließen:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Antragsteller: die juristische oder natürliche Person, die im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen ist, die die Durchführung eines Audits beantragt;

2° der Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung;

3° das Szenario der Ausgangssituation: die Beschreibung der am Tag des Besuchs des Auditors bestehenden Lage, unter Berücksichtigung der Gebäudehülle, die das geschützte Volumen der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung und der in der besagten Wohnung vorliegenden Systeme abgrenzt;

4° das Szenario der veränderten bestehenden Situation: die Beschreibung der am Tag des Besuchs des Auditors bestehenden Lage, die die von dem Antragsteller an diesem Datum beabsichtigten Veränderungsprojekte eingliedert, unter Berücksichtigung der Gebäudehülle, die das geschützte Volumen der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung und der in der besagten Wohnung vorliegenden Systeme abgrenzt;

5° das Szenario der Empfehlungen: der Vergleich zwischen einerseits den Ergebnissen der Analyse der Ausgangssituation und ggf. der veränderten bestehenden Situation, und andererseits, den Ergebnissen nach den Empfehlungen;

6° die Verordnung Nr. 812/2013: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 812/2013 der Kommission vom 18. Februar 2013 zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energieeffizienzkennzeichnung von Warmwasserbereitern, Warmwasserspeichern und Verbundanlagen aus Warmwasserbereitern und Solareinrichtungen;

7° die Verordnung Nr. 813/2013: die Verordnung (EU) Nr. 813/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Raumheizgeräten und Kombiheizgeräten;

8° die Verordnung Nr. 814/2013: die Verordnung (EU) Nr. 814/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern;

KAPITEL II — *Antragstellungsverfahren für die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten durch die Verwaltung*

Art. 2. Zur Anwendung des Artikels 6 des Erlasses reicht der Antragsteller einen Antrag auf Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten bei der Verwaltung ein.

Um vollständig zu sein, muss der Antrag folgende Zusammensetzung haben:

1° das bei der Verwaltung verfügbare Formular und seine Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° die in den Artikeln 3 bis 13 genannten Dokumente und Belege.

Die Verwaltung richtet an den Antragsteller binnen fünfzehn Tagen nach Eingang des in Absatz 1 genannten Antrag eine Empfangsbestätigung.

Binnen sechzig Tagen nach der Empfangsbestätigung fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr alle Dokumente zu übermitteln, die zur Vervollständigung des Antrags notwendig sind. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Schreiben der Verwaltung, um der Verwaltung diese Dokumente beizubringen.

Falls die beantragten Unterlagen nicht innerhalb der in Absatz 4 vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung des Antrags.

Die Verwaltung erstellt den Überwachungsbericht innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang sämtlicher zur Erstellung des Berichts erforderlicher Dokumente.

Der Überwachungsbericht wird von der Verwaltung dem Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dessen Registrierung in der Datenbank übermittelt.

KAPITEL III — *Belegstücke*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 3. Zur Anwendung von Artikel 5 § 3, Ziffer 3° des Erlasses übermittelt der Antragsteller der Verwaltung oder dem Auditor mindestens die folgenden Belegstücke für jede durchgeführte Energieeinsparungs- oder Renovierungsarbeit:

1° eine Kopie der gesamten Rechnungen;

2° eine technische Anlage, die von der Verwaltung zur Verfügung gestellt, von dem Unternehmer, der die Arbeiten durchgeführt hat, oder von dem Architekten, den Ingenieur-Architekten oder dem PEB-Verantwortlichen, der die Durchführung der Arbeiten überwacht hat, oder von dem Auditor datiert und unterzeichnet ist;

3° wenn keine technische Anlage im Sinne von Ziffer 2° von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, eine Ehrenwortklärung, die von der Verwaltung zur Verfügung gestellt und von dem Antragsteller ordnungsgemäß ausgefüllt, datiert und unterzeichnet wird;

4° ein Foto zur Bescheinigung, dass die Arbeiten tatsächlich durchgeführt werden;

5° die in dem vorliegenden Kapitel genannten technischen Unterlagen je nach den durchgeführten Arbeiten.

Die technische Anlage im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2° enthält mindestens die folgenden Informationen:

1° die näheren Angaben des Unternehmers, der die Arbeiten durchgeführt hat;

2° die Lokalisierung des Gebäudes, in dem die Arbeiten durchgeführt werden;

3° die Nummer und das Datum der Rechnungen bezüglich der Arbeiten.

Abschnitt 2 — Anpassung der Elektrizitäts- und Gasanlage

Art. 4. Zur Billigung der Anpassung der Elektrizitätsanlage an die Vorschriften übermittelt der Antragsteller eine Kopie der ggf. nach der Durchführung der Arbeiten von der zugelassenen Einrichtung ausgestellten Konformitätsbescheinigung.

Zur Billigung der Anpassung der Gasanlage an die Vorschriften übermittelt der Antragsteller ggf. nach der Durchführung der Arbeiten eine Kopie der entweder von der zugelassenen Einrichtung oder von dem Unternehmer, der die Gaszulassung, Label CERGA hat, ausgestellten Konformitätsbescheinigung.

Der Unternehmer, der die Gaszulassung, Label CERGA hat, billigt die Anpassung der Gasanlage nur, wenn er die Arbeiten selbst durchgeführt hat.

Abschnitt 3 — Anlage einer Wärmepumpe

Art. 5. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Anlage einer Wärmepumpe für Brauchwarmwasser, für die Heizung oder einer kombinierten Wärmepumpe, übermittelt der Antragssteller:

1° ein Berechnungsblatt für das System zur Entnahme von Energie mit den in Punkt 1 des Anhangs erwähnten Daten;

2° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats, das bescheinigt, dass der Installateur für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

3° eine Kopie der Konformitätserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Musters der Verwaltung ausgestellt worden ist;

4° eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten, von dem Antragsteller und dem Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Musterangebots für die Anlage von Wärmepumpen.

Art. 6. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Anlage einer Wärmepumpe für Brauchwarmwasser übermittelt der Antragssteller:

1° für die den Verordnungen Nr. 812/2013 und 814/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie der Energieetikett des installierten Geräts im Sinne der Verordnung Nr. 812/2013;

2° für die nur der Verordnung Nr. 814/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 814/2013.

Art. 7. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Anlage einer Wärmepumpe für die Heizung oder einer kombinierten Wärmepumpe, übermittelt der Antragssteller:

1° für die der Verordnung Nr. 813/2013 unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des ganzen technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 813/2013;

2° für die der Verordnung Nr. 813/2013 nicht unterliegenden Wärmepumpen, eine Kopie des Prüfberichts, der entweder nach der zum Zeitpunkt des Tests geltenden Norm NBN EN 14511 oder nach der Norm NBN EN 15879-1 von einem Labor, der den allgemeinen Anforderungen nach der Norm NBN EN ISO/IEC 17025 für die Durchführung von Versuchen an den Wärmepumpen oder für andere Anwendungen genügt, erstellt wurde.

Abschnitt 4 — Installierung eines solaren Warmwasserbereiters

Art. 8. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Installierung eines solaren Warmwasserbereiters übermittelt der Antragsteller:

1° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats, das bescheinigt, dass der Installateur für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° eine Kopie der Konformitätserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Musters der Verwaltung ausgestellt worden ist;

3° eine Kopie des auf der Internetseite der Verwaltung veröffentlichten, von dem Antragsteller und dem Installateur ausgefüllten und unterzeichneten Musterangebots für die Anlage von thermischen Solaranlagen.

Abschnitt 5 — Installation eines Belüftungssystems.

Art. 9. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Installierung eines Belüftungssystems übermittelt der Antragsteller:

1° einen Bericht zur Bescheinigung der Konformität der tatsächlichen Abluftmengen und ihrer Übereinstimmung mit den in Artikel 22 § 2 des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung vorgeschriebenen Abluftmengen.

2° einen Prüfbericht über das Wärmerückgewinnungssystem nach der Norm NBN EN 308, ergänzt mit dem Anhang G von Anhang A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden.

Was Absatz 1 Ziffer 1° betrifft, wird die Luftstrommenge jeder mechanischen Zuluftöffnung gemessen und ggf. wird die Kapazität jeder natürliche Belüftungsöffnung mithilfe der technischen Dokumentation gerechtfertigt.

Abschnitt 6 — Erhöhung der Leistungen der Heiz- und Brauchwarmwasseranlagen

Art. 10. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Verbesserung der Heizsysteme übermittelt der Antragsteller die folgenden Dokumente je nach den durchgeführten Arbeiten:

1° jede Unterlage zur Bescheinigung der thermischen Merkmale des angelegten Isolierungsmaterials sowie dessen Dichte;

2° ein Foto oder eine Kopie der Energieetikett im Sinne der Verordnung Nr. 812 oder eine Kopie des technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 814 des angelegten Warmwasserspeichers;

3° einen Vermerk, in dem die Elemente erläutert werden, die umgesetzt wurden, um sicherzustellen, dass die Vor- und Rücklauftemperaturen der Emissionskreisläufe auf den kleinstmöglichen Wert begrenzt werden.

Art. 11. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Verbesserung des Brauchwarmwassersystems übermittelt der Antragsteller die folgenden Dokumente:

1° jede Unterlage zur Bescheinigung der thermischen Merkmale des angelegten Isolierungsmaterials sowie dessen Dichte;

2° ein Foto oder eine Kopie der Energieetikett im Sinne der Verordnung Nr. 812/2013 oder eine Kopie des technischen Produktdatenblatts im Sinne der Verordnung Nr. 814/2013 des angelegten Warmwasserspeichers;

Abschnitt 7 — Installierung eines Biomasse-Heizkessels

Art. 12. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Anlage eines Biomasse-Heizkessels übermittelt der Antragsteller:

1° eine Kopie des Prüfberichts, der nach der zum Zeitpunkt der Durchführung des Versuchs geltenden Norm NBN EN 303-5 erstellt wurde;

2° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats, das bescheinigt, dass der Installateur für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

3° eine Kopie der Konformitätserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Musters der Verwaltung ausgestellt worden ist;

Abschnitt 8 — Installierung eines lokalen Biomasseofens

Art. 13. Zwecks Billigung der Arbeiten zur Anlage eines lokalen Biomasseofens übermittelt der Antragsteller:

1° eine Kopie des Prüfberichts, der nach der zum Zeitpunkt der Durchführung des Versuchs geltenden Normen NBN EN 14785, NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 12809 oder NBN EN 15250, je nach dem Typ des Ofens, erstellt wurde;

2° die Abschrift eines Qualiwall-Zertifikats, das bescheinigt, dass der Installateur für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

3° eine Kopie der Konformitätserklärung der Anlage, die von einem für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifizierten Installateur auf der Grundlage eines Musters der Verwaltung ausgestellt worden ist;

KAPITEL IV — Berechnung der eingesparten Kilowattstunden

Art. 14. Die in Artikel 5 § 1, Absatz 1, Ziffer 3° und § 3, Ziffer 3° des Erlasses erwähnten Energieeinsparungen entsprechen den zwischen dem Szenario der Ausgangssituation und dem Szenario der Empfehlungen eingesparten Kilowattstunden oder, im Falle einer Veränderung des geschützten Volumens, zwischen dem Szenario der veränderten bestehenden Situation und dem Szenario der Empfehlungen.

KAPITEL V — Endbestimmung

Art. 15. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 5, Ziffer 2° bis 4° und 12, Ziffer 2° und 3° am 1. Juli 2020 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 13, Ziffer 2° und 3° am 1. Januar 2021 in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Anhang zum ministeriellen Erlass zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten

Daten, die in dem Berechnungsblatt für das System zur Entnahme von Energie der Wärmepumpen enthalten werden müssen

1. Energiegewinnung im Wasser

Die Energiegewinnung kann entweder im Oberflächenwasser (Flüsse, Weiher, Seen,...) oder in tiefen Gewässern (Grundwasservorkommen, Brunnen,...), auf "statische" oder "dynamische" Art erfolgen.

das Berechnungsblatt für das System der Energieentnahme umfasst unter anderem:

- Im Falle einer "dynamischen" Gewinnung (durch Pumpen) enthält dies u.a. die Dimensionierung der etwaigen zwischenliegenden Wärmetauscher, die Abflussmengen von Flüssigkeiten, die Delta-Werte der Temperatur, die Leistung der Hilfsaggregate,...

- Im Falle einer "statischen" Gewinnung (mittels eines versenkten Wärmetauschers), die Dimensionierung des Wärmetauschers, des etwaigen künstlichen Beckens oder der natürlichen Quelle,...

2. Energiegewinnung im Boden

Die Energiegewinnung kann entweder mittels eines horizontal eingegrabenen Verdampfers oder mittels eines horizontal oder vertikal im Boden eingegrabenen Wärmetauschers mit Glycol-Wasser vorgenommen werden.

Das Berechnungsblatt für das System der Energieentnahme umfasst unter anderem:

- im Falle der Verwendung einer Zwischenflüssigkeit wie z.B. Glykol-Wasser, entweder die Dimensionierung des horizontal gelegten Wärmetauschers oder die vertikale(n) Sonde(n), sowie die Abflussmenge der sekundären Flüssigkeit und die Leistung der Hilfsaggregate;

- im Falle eines horizontalen oder vertikalen eingegrabenen Verdampfers, dessen Dimensionierung.

3. Energiegewinnung in der Außenluft

Die Energie kann aus der Außenluft "statisch" bzw. "dynamisch" gewonnen werden.

Im Falle einer statischen Gewinnung und bei Verwendung einer sekundären Flüssigkeit umfasst das Berechnungsblatt für das System der Energieentnahme u.a. seine Abflussmenge und die Leistung der Hilfsaggregate.

Gesehen, um dem ministeriellen Erlass vom 27. Mai 2019 zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten beigelegt zu werden.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203882]

27 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken

De Ministers van Energie en Huisvesting,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, de artikelen 6 en 15, § 4, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, artikel 8, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2019;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2019;

Gelet op het rapport van 17 mei 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 25 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de aanvrager: de rechtspersoon of de natuurlijke persoon ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister en die om een audit verzoekt;

2° het besluit : het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° het scenario van de oorspronkelijke situatie : de beschrijving van de situatie op de dag van het bezoek van de auditor, rekening houdend met de kenmerken van de enveloppe die het beschermde volume van de woning of de woning in wording en de systemen die in de genoemde woning aanwezig zijn, begrenst;

4° het scenario van de gewijzigde bestaande situatie: de beschrijving van de situatie op de dag van het bezoek van de auditor, met inbegrip van de op die datum door de aanvrager geplande verbouwingsprojecten, rekening houdend met de kenmerken van de enveloppe die het beschermde volume van de woning of de woning in wording en de systemen die in de genoemde woning aanwezig zijn, begrenst

5° het scenario met aanbevelingen: de vergelijking tussen enerzijds de resultaten van de analyse van de oorspronkelijke situatie en, in voorkomend geval, de gewijzigde bestaande situatie en anderzijds de resultaten na aanbevelingen;

6° de verordening nr. 812/2013: Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 812/2013 van de Commissie van 18 februari 2013 ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van waterverwarmingstoestellen, warmwatertanks en pakketten van waterverwarmingstoestellen en zonne-energie-installaties betreft;

7° de verordening nr. 813/2013: Verordening (EU) nr. 813/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor ruimteverwarmingstoestellen en combinatieverwarmingstoestellen betreft;

7° de verordening nr. 814/2013: Verordening (EU) nr. 814/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor waterverwarmingstoestellen en warmwatertanks betreft.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de aanvraag van de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken door de administratie*

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 6 van het besluit, dient de aanvrager een aanvraag voor de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken in bij de administratie.

Om volledig te zijn, bestaat de aanvraag uit:

- 1° het formulier dat bij de administratie verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;
- 2° de bewijsstukken en gegevens als bedoeld in de artikelen 3 tot en met 13.

De administratie bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in het eerste lid.

Binnen 60 dagen na het bericht van ontvangst verzoekt de administratie de aanvrager om alle documenten te verstrekken die nodig zijn om de aanvraag aan te vullen. De aanvrager heeft 60 dagen vanaf de datum van de brief van de administratie om deze documenten aan de administratie te verstrekken.

Indien de door de administratie gevraagde documenten niet binnen de in lid 4 gestelde termijn worden toegezonden, wordt de aanvraag afgewezen.

De administratie voltooit het rapport over de opvolging binnen dertig dagen na ontvangst van alle informatie die nodig is voor het opstellen van het rapport

Het rapport over de opvolging wordt binnen vijftien dagen na registratie in de databank door de administratie aan de aanvrager overgemaakt.

HOOFDSTUK III. — *Bewijsstukken*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 3. Voor de toepassing van artikel 5, § 3, 3°, van het besluit, maakt de aanvrager aan de administratie of de auditor ten minste de volgende bewijsstukken over voor elke uitgevoerde energiebesparings- of renovatiewerkzaamheid :

1° een afschrift van alle facturen;

2° een technische bijlage die ter beschikking wordt gesteld door de administratie, ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aannemer die de werkzaamheden heeft uitgevoerd of door de architect, de ingenieur-architect of de EPB-verantwoordelijke die de voltooiing van de werkzaamheden heeft gecontroleerd, of door de auditor;

3° indien de administratie geen technische bijlage als bedoeld in punt 2° ter beschikking stelt, een door de administratie naar behoren ingevulde, gedateerde en door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord, die door de administratie ter beschikking wordt gesteld;

4° een foto die de effectiviteit van het werk laat zien;

5° de in dit hoofdstuk bedoelde technische documenten in functie van de uitgevoerde werkzaamheden.

De in lid 1, punt 2°, bedoelde technische bijlage bevat ten minste de volgende informatie :

1° de contactgegevens van de ondernemer die de werkzaamheden heeft uitgevoerd;

2° de ligging van het gebouw waarin de werkzaamheden worden uitgevoerd;

3° het nummer en de datum van de facturen betreffende de werkzaamheden.

Afdeling 2. — Het in conformiteit brengen van de elektrische en gasinstallatie

Art. 4. Om de in conformiteit brengen van de elektrische installatie te valideren, maakt de aanvrager een afschrift over van het Conformiteitsattest dat door de erkende instantie is afgegeven, in voorkomend geval na de uitvoering van de werkzaamheden voor het in conformiteit brengen.

Om de in conformiteit brengen van de gasinstallatie te valideren, stuurt de aanvrager een afschrift van het Conformiteitsattest dat is afgegeven door de erkende instantie of door de ondernemer die over de gasvergunning (label CERGA) beschikt, in voorkomend geval, nadat de werkzaamheden voor het in conformiteit brengen zijn uitgevoerd.

De ondernemer die over de gasvergunning (label CERGA) beschikt, valideert het in conformiteit brengen van de gasinstallatie alleen maar als hij de werkzaamheden zelf heeft uitgevoerd.

Afdeling 3. — Installatie van een warmtepomp

Art. 5. Om de installatiewerkzaamheden van een warmtepomp voor sanitair warm water, voor verwarming of gecombineerd gebruik te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken:

1° een berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming met de in punt 1 van de bijlage bedoelde gegevens;

2° een afschrift van een certificaat Qualiwall waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

3° een afschrift van de verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

4° een afschrift van het type-aanbod van warmtepompinstallaties bekendgemaakt op de internetsite van de administratie, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur.

Art. 6. Om de installatiewerkzaamheden van een warmtepomp voor sanitair warm water te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° voor warmtepompen die onder de Verordeningen nr. 812/2013 en nr. 814/2013 vallen, een kopie van het energie-etiket van het geïnstalleerde apparaat, zoals gedefinieerd in Verordening nr. 812/2013;

2° voor warmtepompen die alleen onder Verordening nr. 814/2013 vallen, een kopie van de technische fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 814/2013.

Art. 7. Om de installatiewerkzaamheden van een warmtepomp voor verwarming of gecombineerd gebruik te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° voor warmtepompen die onder Verordening nr. 813/2013 vallen, een fotokopie van de volledige technische fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 813/2013.

2° voor warmtepompen die niet onder Verordening (EEG) nr. 813/2013 vallen, een afschrift van het testverslag dat is uitgevoerd overeenkomstig de norm NBN EN 14511 die op het ogenblik van de test van kracht is of overeenkomstig de norm NBN EN 15879-1 door een laboratorium dat voldoet aan de algemene eisen van de norm NBN EN ISO/IEC 17025 voor het testen van warmtepompen of voor een andere toepassing.

Afdeling 4. — Installatie van een zonneboiler

Art. 8. Om de installatiewerkzaamheden van een zonneboiler te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° een afschrift van een certificaat Qualiwall waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° een afschrift van de verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

3° een afschrift van het type-aanbod van thermische zonne-installaties bekendgemaakt op de internetsite van de administratie, ingevuld en ondertekend door de aanvrager en de installateur.

Afdeling 5. — Installatie van een ventilatiesysteem

Art. 9. Om de installatiewerkzaamheden van een ventilatiesysteem te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° een verslag waarin de conformiteit van de daadwerkelijk uitgevoerde verluchttingsdebieten en hun conformiteit wordt bevestigd met de debieten vereist door artikel 22, § 2, van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

2° een testverslag van de warmterecuperator, opgesteld overeenkomstig de norm NBN EN 308, aangevuld met bijlage G van bijlage A1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen

Met betrekking tot punt 1, 1°, wordt het debiet van elke mechanische ventilatie-eenheid gemeten en wordt, indien van toepassing, het vermogen van elke natuurlijke ventilatieopening gerechtvaardigd aan de hand van de technische documentatie.

Afdeling 6. — Verhoging van de rendementen van verwarmings- en sanitair warm water systemen

Art. 10. Om de werkzaamheden ter verbetering van de verwarmingssystemen te valideren, dient de aanvrager de volgende documenten in op basis van de uitgevoerde werkzaamheden :

1° elk document dat de thermische eigenschappen van de geplaatste isolatie en de dikte ervan bewijst;

2° een foto of een afschrift van het energie-etiket zoals gedefinieerd in Verordening 812 of een kopie van de Technische Fiche zoals gedefinieerd in Verordening 814 van de geïnstalleerde warmwatertank;

3° een toelichting bij de elementen die ervoor moeten zorgen dat de aanvoer- en retourtemperatuur van de emissiecircuits tot de laagst mogelijke waarde worden beperkt.

Art. 11. Om de werkzaamheden ter verbetering van het systeem voor de productie van sanitair warm water te valideren, dient de aanvrager de volgende documenten in :

1° elk document dat de thermische eigenschappen van de geplaatste isolatie en de dikte ervan bewijst;

2° een foto of een afschrift van het energie-etiket zoals gedefinieerd in Verordening nr. 812/2013 of een kopie van de Technische Fiche zoals gedefinieerd in Verordening nr. 814/2013 van de geïnstalleerde warmwatertank.

Afdeling 7. — Installatie van een biomassa verwarmingsketel

Art. 12. Om de installatiewerkzaamheden van een biomassa verwarmingsketel te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° een kopie van het testrapport, uitgevoerd in overeenstemming met de norm NBN EN 303-5 dat op het moment van de test van kracht is

2° een afschrift van een certificaat Qualiwall waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

3° een afschrift van de verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

Afdeling 8. — Installatie van een lokale biomassakachel

Art. 13. Om de installatiewerkzaamheden van een lokale biomassakachel te valideren, moet de aanvrager het volgende overmaken :

1° een afschrift van het testrapport uitgevoerd volgens de norm NBN EN 14785, NBN EN 13240, NBN EN 13229, NBN EN 12809 of NBN EN 15250, bepaald volgens het type kachel, dat van kracht was op het ogenblik van de test;

2° een afschrift van een certificaat Qualiwall waaruit blijkt dat de installateur gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

3° een afschrift van de verklaring van conformiteit van de installatie opgemaakt door een installateur die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren, op basis van een type-model van de administratie;

HOOFDSTUK IV. — Berekening van de bespaarde kilowatturen

Art. 14. De energiewinsten bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 3°, en § 3, 3°, van het besluit komen overeen met de bespaarde kilowatturen tussen het scenario van de oorspronkelijke situatie en het scenario met aanbevelingen of, in geval van een wijziging van het beschermde volume, tussen het scenario van de gewijzigde bestaande situatie en het scenario met aanbevelingen.

HOOFDSTUK V. — Slotbepaling

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 5, 2° tot 4°, en 12, 2° en 3°, in werking op 1 juli 2020.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 13, 2° en 3°, in werking op 1 januari 2021.

Namen 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Bijlage bij het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken

Gegevens die moeten worden opgenomen in de berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming van de warmtepompen

1. Energiewinning in water

De energiewinning kan verricht worden hetzij in oppervlaktewateren (rivieren, vijvers, meren,...), hetzij in diepe wateren (grondwaterlagen, putten,...), op "statische" of "dynamische" wijze.

De berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming bevat met name het volgende:

- in het geval van een "dynamische" winning (door oppompen), omvat het o.a. de dimensionering van de eventuele tussenwarmtewisselaars, de vloeistofdebieten, de temperatuurdelta's, het vermogen van de hulpmiddelen...

- in het geval van een "statische" winning (via een onder water gezette wisselaar), omvat het o.a. de dimensionering van de wisselaar, van het eventuele kunstmatig bekken of van de natuurlijke bron,...

2. Energiewinning in de grond

De energiewinning kan verwezenlijkt worden hetzij met een begraven verdamper, hetzij met een warmtewisselaar met glycolwater die in de grond begraven is.

De berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming bevat met name het volgende :

- bij gebruik van een tussenvloeistof zoals glycolwater, gaat het om de dimensionering van de horizontaal geplaatste warmtewisselaar of om de verticale sonde(s), alsook het debiet van de secundaire vloeistof en het vermogen van de hulpmiddelen;

- in het geval van een horizontale of verticale begraven verdamper, gaat het om de dimensionering van die verdamper.

3. Energiewinning in de buitenlucht

In de lucht kan de energiewinning op statische of dynamische wijze verwezenlijkt worden.

In het geval van een statische winning, wanneer een secundaire vloeistof wordt gebruikt, bevat de berekeningsnota voor het systeem van energie-opneming met name zijn debiet en het vermogen van de hulpmiddelen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken.

Namen 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE